



Communiqué UD CGT 44 – Collectif Services Publics

Services publics : sortir du double discours

A la suite des attentats parisiens, les français ont pu une fois encore compter sur l'efficacité de leurs services publics et le dévouement des fonctionnaires. Les personnels de Santé en repos sont spontanément revenus prendre leur service face à l'urgence et l'importance du nombre de victimes. Les forces de sécurité publique, pompiers et policiers, se sont mobilisés de manière exemplaire.

Alors, oui, dans les moments de crise, les politiques, les décideurs louent le travail des fonctionnaires. Marylise Lebranchu, ministre de la Fonction Publique, dans un courrier adressé à l'ensemble des agents publics « souligne que l'action publique est "une" et prouve la "pertinence" de notre modèle de fonction publique ». **Mais la réalité de ce que vivent les agents des services publics est toute autre.** A l'État, 10 années de contre-réformes ont déstructuré les différents services : Renseignement, Répression des Fraudes, Douane, Finances, Équipement, Environnement, Recherche,... La liste est malheureusement exhaustive et le résultat pour le citoyen, c'est moins de protection, moins de sécurité... A la Santé, l'ensemble des hôpitaux s'enfoncent dans une crise structurelle grave, faute de financement à hauteur des besoins. Cela remet en cause dans un premier temps l'accès aux soins pour tous mais obère à moyen terme les capacités à faire face à une crise sanitaire d'ampleur. Une épidémie de grippe un peu plus forte que d'habitude l'hiver dernier a montré que le système est très près du point de rupture. De leur côté, les personnels de la fonction publique territoriale sont dans l'expectative, attendant d'en savoir plus sur les projets de mutualisations (métropole, communes nouvelles) découlant de la loi NOTRe... Avec, là aussi, de grandes craintes sur le nombre d'emplois qui resteront après ces restructurations.

Le point commun des reculs conjoints des services publics, c'est une conception étriquée de la logique budgétaire intrinsèque aux politiques d'austérité. C'est aussi la soumission des politiques publiques actuelles au dogme de l'ordo-libéralisme qui ne conçoit l'action publique qu'uniquement comme facilitatrice de la concurrence « libre et non faussée » et sa mise au service des intérêts économiques, et principalement, les intérêts des grands groupes oligopolistiques.

La fenêtre sécuritaire actuelle, avec le desserrement trop partiel (600 millions d'€, 8 000 emplois) des politiques d'austérité, montre bien que d'autres politiques sont possibles pour les services publics. **Pour la CGT c'est toute la fonction publique qui a besoin d'être renforcée, réaffirmée.**

Nos services publics sont un bien commun. Ils sont financés par l'ensemble de la population pour rendre des services, gratuits, à toutes et tous. Nos services publics doivent aussi rester un rempart contre la logique de Profit qui détruit lentement mais sûrement ce qui fait Société. Nos services publics doivent avant tout répondre aux besoins des populations. Nos services publics doivent lutter contre la violence sociale, terreau de toutes les violences.

Avec la CGT, agents des services publics, usagers, simples citoyens, il nous faut reconquérir nos services publics pour plus de justice sociale, seule base de la paix civile.

Nos Services Publics sont une richesse, pas un coût !